

EN CHIFFRES

Impôts : les multinationales recourent toujours massivement à l'optimisation fiscale

Le nouveau rapport de l'OCDE sur l'impôt des sociétés révèle toujours des pratiques massives d'optimisation fiscale des multinationales. Les grands centres financiers comme l'île Maurice, Jersey ou le Luxembourg, captent à eux seuls 18 % de leurs profits.



Les centres financiers, comme ici les îles Caïmans, abritent encore une bonne partie des bénéfices des multinationales. (Photo iStock)

Par **Richard Hiault**

Publié le 25 nov. 2025 à 15:38 | Mis à jour le 25 nov. 2025 à 19:58

Le paysage fiscal des multinationales n'a pas fondamentalement changé ces dernières années. En dépit des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) lancés en 2012 et [endossé par le G20 trois ans après](#) pour lutter contre l'érosion de la base fiscale et le transfert des bénéfices vers des lieux plus cléments fiscalement, [le rapport 2025 publié mardi](#) sur les statistiques de l'impôt sur les sociétés montre que ces pratiques persistent.

« Il existe des preuves d'un décalage entre le lieu de déclaration des bénéfices et le lieu où se déroulent les activités économiques » des sociétés, souligne ainsi l'organisation. Cette planification fiscale serait à l'origine de la perte de recettes fiscales évaluée entre 100 et 240 milliards de dollars. Cela équivaut à 4 à 10 % des recettes mondiales de l'impôt sur les sociétés.

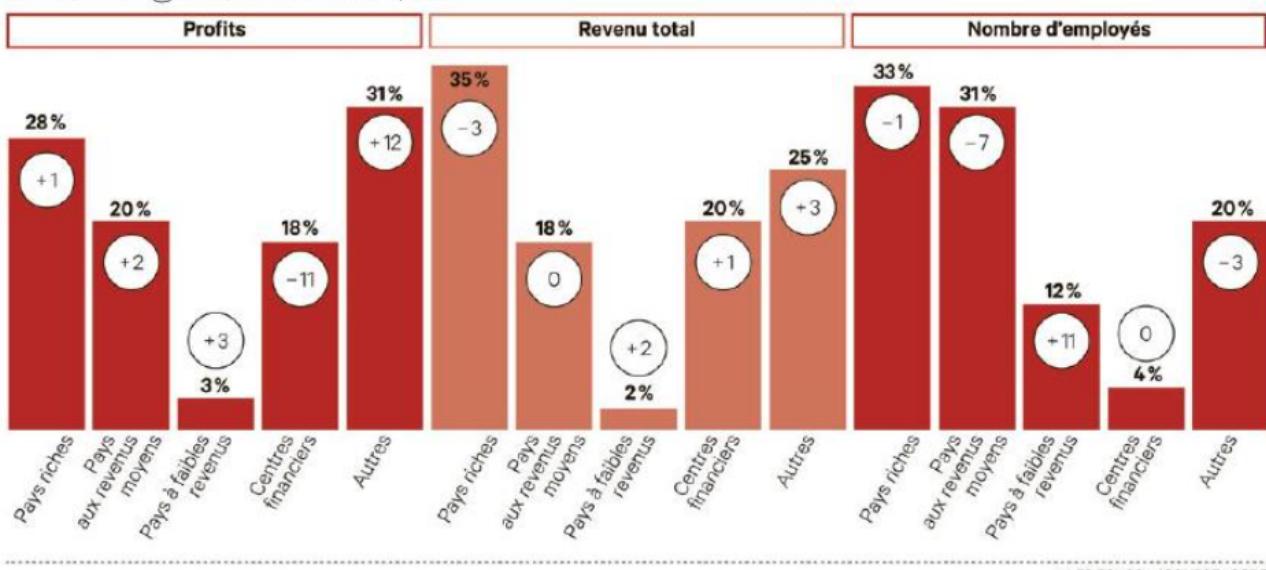
« Pôles d'investissement »

Pour étayer ses observations, l'OCDE a analysé les activités de plus de 8.700 multinationales présentes dans plus de 130 pays dans le monde. Toutefois, seulement 106 pays peuvent aujourd'hui fournir aux administrations fiscales des statistiques d'activités des multinationales pays par pays. Un chiffre en constante augmentation depuis l'adoption de cette contrainte en 2016, où seuls 58 pays étaient capables de le faire.

La répartition des activités des multinationales dans le monde

En 2025, en %

○ Variation 2025/2022, en points



* LES ECHOS * / SOURCE : OCDE

En règle générale, les multinationales localisent en majorité dans les pays industrialisés et les grands pays émergents leurs employés (un peu plus de 30 % des effectifs) et leurs actifs corporels (bâtiments, équipement, stocks, matériel roulant...) pour environ un tiers du total.

En revanche, il s'avère que ces grandes entreprises internationales déclarent une part relativement élevée de leurs bénéfices (18 % du total) par rapport au nombre de personnes employées sur place (4 % du total) et à leurs actifs corporels enregistrés (12 % du total) dans ce que l'OCDE désigne comme les « pôles d'investissement » (Bahamas, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jersey, Luxembourg, Maurice). Dans ces centres d'investissement, l'activité prédominante concerne la détention d'actions. La concentration de sociétés holding pourrait ainsi révéler certaines structures d'optimisation fiscale.

« Le ratio entre le chiffre d'affaires total et les bénéfices rapportés au nombre d'employés est plus élevé dans les pôles d'investissement », souligne encore l'organisation. Dans ces pays, le chiffre d'affaires médian par employé s'élève à 1,73 million de dollars (il était de 2 millions en 2018). Mais le ratio est de... 460.000 dollars dans les pays riches et 245.000 dollars dans les pays émergents.

Hausse de l'impôt sur les sociétés

A l'heure où le débat fait rage en France pour taxer davantage les multinationales et que le projet d'instaurer un taux minimum effectif d'imposition de 15 % sur leurs bénéfices a du plomb dans l'aile, il apparaît néanmoins que les impôts ont progressé. En 2022, la part des recettes de l'impôt sur les sociétés dans les recettes fiscales totales a augmenté de près de deux points de pourcentage, passant de 15,9 % à 17,8 % en moyenne dans les quelque 130 pays analysés.

La part de ces recettes en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est passée de 3,1 % à 3,6 % en moyenne. Surtout, la part des recettes fiscales provenant des grandes multinationales a augmenté. Ces dernières ont contribué en moyenne à hauteur de 47,1 % aux recettes totales de l'impôt sur les sociétés en 2022, contre 44,4 % en 2017.

Cette hausse est sans doute due à un gonflement des bénéfices imputable à la reprise économique intervenue après la pandémie de Covid. Le taux d'imposition des sociétés est resté stable entre 2021 et 2025. Il était de 21,2 % en moyenne mondiale l'an passé, contre 28 % en 2000.